




KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Fédération Française des Pilotes Maritimes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

*Certifié conforme
à l'original*


Exercice clos le 31 décembre 2024
Fédération Française des Pilotes Maritimes
74 Rue du Rocher 75008 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee)

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
C3 80035
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Fédération Française des Pilotes Maritimes

74 Rue du Rocher 75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la Fédération Française des Pilotes Maritimes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Française des Pilotes Maritimes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 31 mars 2025

KPMG SA

Sandra FABBRO

Associée

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	74 268	53 588	20 680	34 957	14 277	40.84
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	2 046 983	974 427	1 072 556	1 160 498	87 942	7.58
	Installations techniques Matériel et outillage	250 871	134 077	116 794	100 141	16 653	16.63
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations corporelles en cours				6 427	6 427	100.00
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	2 372 123	1 162 092	1 210 031	1 302 022	91 992	7.07
	Stocks et en cours	5 069		5 069	12 602	7 533	
	Créances (2)						
Comptes de Régularisation	Créances clients, usagers et comptes rattachés	413 687		413 687	467 432	53 745	11.50
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	131 326		131 326	172 212	40 886	23.74
	Valeurs mobilières de placement	580 852		580 852	580 852		
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 379 991		1 379 991	1 189 366	190 626	16.03
	Charges constatées d'avance (2)	138 692		138 692	103 062	35 630	34.57
	Total II	2 649 617		2 649 617	2 525 525	124 092	4.91
	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		5 021 740	1 162 092	3 859 648	3 827 548	32 100	0.84

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	2 257 168	2 257 168		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	370 000	370 000		
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
FONDS DÉDIÉS	Report à nouveau	701 786	510 036	191 749	37.60
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	180 126	191 749	371 875	193.94
	Situation nette (sous total)	3 148 828	3 328 953	180 126	5.41
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	3 148 828	3 328 953	180 126	5.41
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	105 344	116 618	11 274	9.67
PROVISIONS	Total III	105 344	116 618	11 274	9.67
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	256 683	230 588	26 095	11.32
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	35 081	47 267	12 186	25.78
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		27 128	27 128	100.00
	Autres dettes	73 345	76 992	3 647	4.74
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	240 367		240 367	
	Total IV	605 476	381 976	223 500	58.51
DETTES (1)	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 859 648	3 827 548	32 100	0.84

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	1 272 217	1 326 336	54 120	4.08
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	89 633		89 633	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22 390	64 235	41 845	65.14
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	5 955	284	5 671	NS
Total I	1 390 195	1 390 856	661	0.05
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock	7 533	10 973	18 506	168.65
Autres achats et charges externes	1 060 505	850 256	210 250	24.73
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	29 491	25 899	3 592	13.87
Salaires et traitements	227 377	178 766	48 611	27.19
Charges sociales	105 929	85 204	20 725	24.32
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	141 668	67 657	74 011	109.39
Dotations aux provisions	11 116	10 290	826	8.03
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	17 330	21 655	4 325	19.97
Total II	1 600 949	1 228 753	372 196	30.29
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	210 754	162 103	372 856	230.01

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	26 225	25 634	591	2.31
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	10 496	9 140	1 356	14.83
Total III	36 721	34 774	1 947	5.60
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	36 721	34 774	1 947	5.60
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	174 033	196 877	370 910	188.40
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	4 924		4 924	
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	4 924		4 924	
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	3 427	899	2 528	281.22
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	3 427	899	2 528	281.22
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	1 497	899	2 396	266.53
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 590	4 229	3 361	79.48
Total des produits (I+III+V)	1 431 840	1 425 630	6 210	0.44
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 611 966	1 233 881	378 085	30.64
5. EXCEDENT OU DEFICIT	180 126	191 749	371 875	193.94

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	14
Permanence ou changement de méthodes	14
Informations générales complémentaires	14
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	15
Etat des amortissements	15
Etat des provisions	16
Etat des échéances des créances et des dettes	16
Evaluation des immobilisations corporelles	16
Evaluation des amortissements	16
Evaluation des créances et des dettes	16
Evaluation des valeurs mobilières de placement	17
Disponibilités en Euros	17
Produits à recevoir	17
Charges à payer	17
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Montant des engagements financiers	17

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

COTISATIONS SYNDICALES :

Assises sur les recettes brutes de chaque station membre, leur fait générateur est la date d'émission du bordereau fédéral des cotisations.

SUBVENTIONS AUX STATIONS :

Dans le cadre de la promotion de la solidarité inter-syndicale, la fédération sert d'intermédiaire pour la collecte des subventions auprès des membres au profit d'autres membres. Les fonds collectés par la fédération ne sont à aucun moment sa propriété et transitent en comptabilité par des comptes de tiers.

TABEAU DES RESSOURCES :

Les ressources propres du syndicat sont supérieures à 230.000 euros.

PROGRAMME REMOVE :

Le programme REMOVE est un programme financé par l'Etat et piloté par la COOPERATION MARITIME à l'attention de nombreux partenaires, dont la FFPM. Notre fédération a pour objectif la conception et le déploiement d'un outil de mesure de la consommation de carburant à bord des pilotes. Le financement obtenu par la FFPM en 2024 est de 330.000 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	71 318		2 950
Constructions sur sol propre	981 966		7 121
Installations générales agencements aménagements des constructions	1 055 747		2 149
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	206 988		43 883
Immobilisations corporelles en cours	6 427		
TOTAL	2 251 128		53 153
TOTAL GENERAL	2 322 446		56 103

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			74 268	74 268
Constructions sur sol propre			989 087	989 087
Installations générales agencements aménagements constr.			1 057 896	1 057 896
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			250 871	250 871
Immobilisations corporelles en cours		6 427		
TOTAL		6 427	2 297 855	2 297 855
TOTAL GENERAL		6 427	2 372 123	2 372 123

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		36 361	17 227		53 588
Constructions sur sol propre		645 710	21 847		667 557
Installations générales agencements aménagements constr.		231 506	75 364		306 871
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		106 847	27 230		134 077
TOTAL		984 063	124 442		1 108 504
TOTAL GENERAL		1 020 424	141 668		1 162 092
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL		17 227			
Constructions sur sol propre		21 847			
Instal.générales agenc.aménag.constr.		75 364			
Matériel de bureau informatique mobilier		27 230			
TOTAL		124 442			
TOTAL GENERAL		141 668			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	115 733	5 219	21 505		99 447
Impôts	885	5 897	885		5 897
TOTAL	116 618	11 116	22 390		105 344
TOTAL GENERAL	116 618	11 116	22 390		105 344
Dont dotations et reprises d'exploitation		11 116	22 390		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	413 687	413 687	
Débiteurs divers	131 326	131 326	
Charges constatées d'avance	138 692	138 692	
TOTAL	683 705	683 705	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	256 683	256 683		
Personnel et comptes rattachés	9 878	9 878		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 756	13 756		
Impôts sur les bénéfices	7 590	7 590		
Autres impôts taxes et assimilés	3 857	3 857		
Autres dettes	73 345	73 345		
Produits constatés d'avance	240 367	240 367		
TOTAL	605 476	605 476		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Disponibilités	24 568
Total	24 568

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 782
Dettes fiscales et sociales	9 878
Total	46 660

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

NEANT

Engagements reçus

NEANT